



18 septembre : mobilisons-nous pour un budget de justice sociale

Les huit organisations syndicales représentatives de la fonction publique CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP appellent à la grève et à la manifestation lors de la journée d'action du 18 septembre.

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par le Premier Ministre ont été immédiatement et unanimement condamnées par nos organisations syndicales représentatives de la Fonction publique : CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP.

En effet, les différentes mesures budgétaires avancées sont d'une brutalité sans précédent. Le Gouvernement a choisi encore une fois de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité·es, les malades : la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, le gel des salaires des fonctionnaires comme des contractuel·es, la désindexation des pensions de retraites, le gel des prestations sociales, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés... Autant de mesures aussi brutales que profondément injustes. Ce qui creuse la dette, ce sont aussi les baisses d'impôts pour les foyers les plus aisés et les 211 milliards d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises sans aucune contrepartie !

Les inégalités et le nombre de personnes basculant en dessous du seuil de pauvreté explosent, les conséquences du changement climatique se multiplient et ont des impacts directs sur les travailleurs et travailleuses, les services publics sont en crise, les salaires ne permettent pas de vivre dignement de son travail...

Parce qu'elle est au cœur de l'austérité budgétaire portée par le gouvernement, la Fonction publique est une des principales cibles des mesures annoncées.

Des plans sociaux qui ne disent pas leur nom sont déjà à l'œuvre dans la Fonction publique territoriale et dans la Fonction publique d'Etat, des réductions d'effectifs sont encore annoncées, les agent·es de la FPH attendent toujours l'ouverture d'une négociation au sujet de leur protection sociale complémentaire, le supplément familial de traitement est mis en cause, les missions qui exigent des déplacements ne peuvent plus être menées faute de financement, les femmes enceintes se voient appliquer sans distinction la baisse de 10 % de leur rémunération au titre du congé maladie ordinaire des arrêts maladie, ...

Le constat est malheureusement partagé pour l'ensemble des trois versants de la Fonction publique : État, Territoriale et Hospitalière.

Plus que jamais, la revalorisation des rémunérations, l'amélioration des carrières, l'amélioration des conditions d'emploi et l'égalité entre les femmes et les hommes sont indispensables. D'autres chantiers sont à mener pour améliorer les conditions de travail et garantir les moyens indispensables à l'exercice des missions.

Nos organisations attendent que le gouvernement ouvre sans tarder des discussions sur les revendications qu'elles portent depuis plusieurs années maintenant !

Aujourd'hui, pour nos organisations, la construction d'un tout autre budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale est impérative

Nos organisations restent en contact, conviennent de se revoir après cette journée de mobilisation et de grève et se réservent la possibilité de prendre toute initiative qu'elles jugeront nécessaires pour gagner un budget de justice sociale.